



Independent observer
of the Global Fund

L'Initiative/Expertise France se tient plus que jamais aux cotés des actrices et acteurs de la lutte contre la tuberculose en Afrique francophone. Entrevue avec Adeline Battier

Introduction et contexte

- S'il fallait vous présenter en quelques mots, que diriez-vous?

Je suis chargée de projets à L'Initiative depuis 2020, j'assure également le rôle de référente genre. Je suis particulièrement mobilisée sur le suivi de notre partenariat avec StopTB Partnership dans le cadre de L'Accélérateur – la nouvelle modalité de L'Initiative lancée en 2023 qui permet notamment d'investir sur les défis négligés de la lutte contre les trois pandémies.

- Pouvez-vous nous présenter brièvement L'Initiative/Expertise France et son rôle dans la lutte contre la tuberculose en Afrique francophone ?

L'Initiative fait partie de la contribution française au Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. En synthèse, une partie de cette contribution est directement affectée à L'Initiative (mise en

œuvre par Expertise France) pour financer des assistances techniques et des projets au bénéfice des programmes nationaux, organisations de la société civile et instituts de recherche – en complément des subventions du Fonds mondial dans plus de 40 pays éligibles. En termes de lutte contre la tuberculose spécifiquement, nous avons investi plus de 54,7M€ depuis notre création en 2011 dont presque 60% en Afrique de l'ouest et du centre.

Depuis 2023, nous apportons également un cofinancement au [Challenge Facility for Civil Society](#) de Stop TB Partnership, ainsi que la traduction de leurs outils en français.

- Pourquoi était-il important pour L'Initiative d'être présent à la réunion régionale « Faire progresser la communauté, les droits et le genre pour une riposte équitable à la tuberculose en Afrique francophone » ?

L'Initiative a souhaité apporter son soutien à Stop TB depuis l'an dernier, afin d'étendre les investissements au bénéfice des pays d'Afrique francophone. Il était donc particulièrement important pour nous de pouvoir ré-affirmer notre soutien et notre engagement dans cette réunion régionale, pour la première fois en français et notamment sur les questions des communautés, des droits et du genre.

Approches communautaires et droits

- Comment L'Initiative/Expertise France intègre-t-elle les approches basées sur la communauté, les droits et le genre (CRG) dans ses projets de lutte contre la tuberculose ?

L'Initiative a toujours été mobilisée, depuis sa création en 2011, sur les enjeux de défense des droits des populations vulnérables sur l'ensemble de ces investissements. Nous avons notamment un appel à projets dédié aux populations vulnérables qui sort chaque année et qui a permis de financer de nombreux projets en direction des personnes particulièrement affectées par la tuberculose comme le personnel de santé, la population carcérale ou les personnes vivant avec le VIH. Nous accordons également une attention particulière aux enjeux d'égalité femmes-hommes dans le cadre des projets soutenus, que nous mesurons grâce à l'indicateur CAD de l'OCDE.

Quelles sont les principales barrières que vous avez identifiées pour l'implémentation de ces approches dans les pays d'Afrique francophone ?

L'approche CRG se heurte à des obstacles assez classiques du renforcement du système de santé : manque de volonté politique conduisant à un manque d'investissements, notamment domestiques, faible niveau de connaissance sur ces enjeux, absence de coordination entre les différents acteurs nationaux (programmes nationaux, organisations de la société civile, instituts de recherches et universités) – c'est pourquoi cette réunion régionale est particulièrement importante. Elle va permettre de créer des synergies, de nouvelles alliances, de nouveaux réseaux pour permettre à tous les participants et

participantes de s'inspirer de ce qui se fait dans la région et ailleurs pour faire tomber les barrières à une meilleure prise en charge de la tuberculose pour toutes et tous. La lutte contre la discrimination et le stigma doit passer obligatoirement par les communautés et les patients eux-mêmes, avec par exemple l'utilisation de l'application OneImpact.

Collaboration et partenariats

- Pouvez-vous nous expliquer comment vous collaborez avec le Fonds mondial, les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les communautés locales et les autres initiatives mondiales pour la santé pour atteindre vos objectifs en matière de lutte contre la tuberculose ?

L'ensemble de nos actions se fait en coordination avec les équipes du Fonds mondial qui sont systématiquement informées de nos investissements et appelées à émettre un avis. Nous travaillons aussi en étroite relation avec les programmes nationaux de lutte contre la tuberculose et les Instances de coordination nationales grâce à nos assistances techniques sur les requêtes de financement auprès du Fonds mondial ou pour l'élaboration des plans stratégiques nationaux contre la tuberculose. Enfin, la société civile est au cœur d'une grande partie de nos investissements avec des appuis très diversifiés : assistance technique, subvention et dispositifs dédiés comme SOFIA qui cible les plus petites organisations. Notre travailons également avec le monde de la recherche pour créer davantage de synergie, la Masterclasse sur la tuberculose organisée l'an dernier à Yaoundé en est la preuve.

- Quels sont les avantages de ces collaborations pour renforcer la lutte contre la tuberculose dans la région ?

La lutte contre la tuberculose ne sera pas gagnée si nous ne collaborons pas avec l'ensemble des acteurs mobilisés. Nous devons écouter la voix des communautés, des survivants de la tuberculose autant que celle des chercheurs, des ministères et des grands partenaires techniques et financiers au niveau international. Chaque voix doit compter, y compris celle des femmes, dans la lutte contre la tuberculose.

Impact de la déclaration politique de 2023 sur la tuberculose

- Comment la déclaration politique de 2023 sur la tuberculose a-t-elle influencé vos stratégies et interventions ?

La France poursuit son engagement dans la lutte contre la tuberculose à travers L'Initiative, qui s'inscrit complètement dans les éléments contenus dans la déclaration : investissement dans la recherche, soutien au renforcement des systèmes de santé notamment par la formation des ressources humaines, appui aux programmes nationaux et à la société civile, pour garantir à toutes et tous un accès équitable

aux services de prévention, de diagnostic et de traitement et dépasser les inégalités structurelles, la stigmatisation, et la discrimination.

- Quels changements concrets avez-vous observés sur le terrain à la suite de cette déclaration ?

Il est toujours difficile d'évaluer l'impact direct d'une déclaration politique, mais la présence des programmes nationaux de près de 15 pays d'Afrique francophone à cette réunion régionale est une belle épreuve d'un engagement de plus en plus fort d'une région qui a été trop longtemps silencieuse dans la lutte contre la tuberculose.

Évaluation et suivi

- Comment mesurez-vous l'impact de vos projets et programmes de lutte contre la tuberculose ?

Nous avons une approche spécifique à chaque projet que nous finançons avec des équipes de suivi-évaluation dédiées en plus des évaluations externes menées par des consultant-es. Nous soutenons les porteurs de projets au moment de la négociation du contrat de subvention, avec le cadre logique, mais aussi tout au long de la mise en œuvre des subventions. Nous rendons aussi des comptes à notre comité de pilotage sur ce point. Nous avons récemment réalisé une évaluation transversale de nos investissements sur la tuberculose qui a notamment permis de montrer de bons résultats sur la réduction de la transmission. Néanmoins, cet exercice a aussi souligné que les barrières de genre n'étaient pas encore complètement prises en compte dans les projets financés – ce qui sera un point d'amélioration important pour les prochaines années.

- Pouvez-vous partager quelques succès ou bonnes pratiques issues de vos projets ?

En premier lieu, on note l'importance d'un dépistage le plus précoce possible grâce à la mobilisation des travailleurs de santé communautaires directement auprès des populations vulnérables et discriminées (y compris grâce à des stratégies d'outreach comme auprès des populations carcérales). Il faut aussi souligner que les projets qui présentent les meilleurs résultats travaillent systématiquement avec les Programmes nationaux de lutte contre la tuberculose. Cela a pu aboutir à la reprise de certaines stratégies testées au sein des stratégies nationales avec l'appui des subventions du Fonds mondial. Enfin, les activités de dépistage doivent se faire en même temps que la prévention, notamment auprès des proches des personnes infectées afin de minimiser le risque de transmission.

Des informations plus détaillées sont disponibles sur notre site internet :

<https://initiative.expertisfrance.fr/nos-domaines-dintervention/tuberculose/>

Rôle des femmes

- Au cours de cette réunion, le mouvement TBfemmes a été lancé. Qu'est-ce que cela vous inspire?

C'est une opportunité unique pour les femmes de la région, notamment les militantes de la lutte contre la tuberculose, de faire entendre leur voix. La tuberculose est souvent vue comme une maladie masculine, car elle touche les hommes en majorité. Mais pour cette raison, les femmes sont proportionnellement moins bien diagnostiquées et donc moins bien traitées. Elles doivent faire face à de nombreuses discriminations, parfois de la part même de leur conjoint. Il ne faut pas oublier que ce sont aussi elles qui sont bien souvent responsables de la santé de leurs enfants, y compris lorsque ceux-ci sont aussi atteints par la maladie. Il est donc crucial de leur accorder une place plus importante dans les instances de décision et de plaidoyer.

L'Initiative est engagée depuis de nombreuses années dans la défense de l'égalité femmes-hommes et plus largement l'approche genre dans les projets qu'elle finance, avec une priorité forte donnée aux interventions qui visent à prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des hommes et de l'ensemble des populations clés dans la lutte contre la tuberculose, le VIH et le paludisme. Les efforts doivent être poursuivis.

- Comment L'Initiative/Expertise France soutient-elle ce groupe spécifique dans ses projets ?

Pour le moment, le mouvement TB Femmes se lance tout juste, mais nous pourrions évidemment envisager de les appuyer dans leur structuration, notamment par l'intermédiaire de Stop TB Partnership et de notre mécanisme d'assistance technique (Canal Expertises).

Appel à l'action

- Au terme de cette réunion régionale qui a été rendue possible grâce à votre soutien, quelles opportunités voyez-vous pour améliorer les résultats de santé grâce à vos interventions ?

Notre soutien au Challenge Facility for Civil Society a déjà permis d'étendre les subventions à certains pays d'Afrique francophone en matière de CRG. Nous avons bien l'intention de poursuivre ce soutien. Nous avons également hâte de voir comment la communauté francophone va pouvoir se saisir des outils qui ont été récemment traduits en français et présentés pendant la réunion.

- Comment voyez-vous l'évolution de la lutte contre la tuberculose en Afrique francophone dans les prochaines années ?

Les indicateurs de lutte contre la tuberculose en Afrique francophone ne sont pas encore à la hauteur des capacités des partenaires avec lesquels nous avons échangé pendant ces trois jours. Nous espérons voir davantage d'alliances se former, au sein des pays entre les organisations de la société civile et les programmes nationaux y compris en dehors du monde de la tuberculose, mais aussi au niveau régional et international. La lutte contre la tuberculose devra nécessairement intégrer l'ensemble des acteurs du système de santé, y compris les patients et communautés. Il y a de belles perspectives pour cela !

- Quels messages clés aimeriez-vous adresser aux différentes parties prenantes (communautaires, OSC, décideur politiques, partenaires financiers, etc.) pour renforcer la lutte contre la tuberculose ?

J'aimerais les encourager à former de nouveaux partenariats, à regarder en dehors des seuls acteurs spécialisés dans la tuberculose : il y a beaucoup à faire en lien avec les acteurs du VIH, les programmes de vaccination, les programmes de lutte contre la malnutrition ou plus généralement les programmes œuvrant pour la santé des populations (y compris la santé mentale et l'insertion sociale).

Par ailleurs, la prise en compte des droits humains et du genre avant tout comme une opportunité pour améliorer la qualité des programmes de lutte contre la tuberculose. Pour cela, les solutions viendront des acteurs de la lutte au niveau national.

- Y a-t-il autre chose que vous aimeriez ajouter sur l'importance de cette réunion régionale et sur les attentes pour l'avenir de la lutte contre la tuberculose en Afrique francophone ?

Nous avons vu pendant ces quelques jours à quel point le sujet des CRG était important pour améliorer la lutte contre la tuberculose. Cela implique la participation effective des communautés, des patients et des femmes notamment. J'espère que cette réunion aura permis de convaincre les plus réticents de faire émerger de nouveaux partenariats et d'encourager les pays à investir davantage dans la lutte contre la tuberculose.